

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est

Une publication du SER de Nairobi
Semaine du 18 mars 2024

Régional

La zone AEOI au cœur du rapport 2023 de la Banque mondiale sur les progrès et les tendances numériques

Le rapport sur les progrès et les tendances numériques 2023 du groupe Banque mondiale indique que l'adoption du numérique a augmenté depuis COVID-19, avec 1,5 Md de nouveaux utilisateurs d'internet dans le monde entre 2018 et 2022. Les pays à faibles revenus demeurent toutefois en queue de classement, avec seulement une personne sur quatre utilisant internet. L'accès de la population à internet est disparate dans la zone AEOI : 6 % de la population Burundaise utilise internet et 17 % en Ethiopie, contre 29 % au Kenya et 32 % en Tanzanie ou encore 69 % à Maurice et 82 % aux Seychelles. Le rapport souligne aussi l'importance pour les entreprises d'utiliser des sites internet ou des réseaux sociaux pour améliorer leur visibilité, atteindre des clients potentiels, obtenir des informations sur le marché et développer leur marque. Les disparités concernent également les entreprises : plus de la moitié des entreprises au Kenya disposent d'un site Web contre seulement 13 % en Ethiopie, notamment du fait d'un manque d'accès aux technologies numériques et de connexion à Internet. Madagascar et l'Ouganda sont les deux seuls pays à faible revenus à avoir enregistré une croissance supérieure à 20 % dans leurs exportations de services informatiques entre 2019 et 2022.

Burundi

La FAO offre 25 tonnes de semences de haricot aux populations vulnérables

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a octroyé pour la saison culturale 2024, un don de semences de haricots aux ménages vulnérables affectés par les effets néfastes liés aux changements climatiques dans la province de Bujumbura. Ce don permettra de renforcer la résilience des 1678 ménages bénéficiaires en permettant l'augmentation de la production agricole. Depuis le mois de février 2024, le bureau de la FAO est en campagne de distribution des fertilisants et des semences dans 6 provinces du pays : Bubanza, Bujumbura, Kirundo, Rumonge, Cibitoke et Ngozi. Plus de 3 000 tonnes d'engrais sont déjà distribuées et 750 tonnes de semences de haricots vont être livrées à plus de 9 000 ménages dans ces mêmes provinces.

Comores

Publication par l'OIT d'un rapport visant à faciliter une transition juste dans l'économie bleue aux Comores

L'organisation internationale du travail (OIT) a publié le 21 mars un rapport sur l'« Evaluation de l'environnement favorable aux entreprises durables pour une transition juste dans l'économie bleue aux Comores ». Ce rapport vise à identifier les obstacles pour les employeurs et les travailleurs dans les secteurs de la pêche, du tourisme côtier et de la gestion des déchets, pour faciliter une transition juste des PME vers une économie bleue, afin de définir un cadre stratégique d'actions. L'évaluation met en évidence la nécessité d'impliquer toutes les parties prenantes de ces secteurs pour améliorer des environnements politique, économique et social peu favorables, combinés à un impact important du changement climatique et à des pressions anthropiques sur les ressources naturelles. Sans mesures ambitieuses, le coût des impacts liés au climat est évalué à 836 MUSD (130 % du PIB actuel) d'ici 2050.

Ethiopie

Octroi annoncé de 3 licences logistiques multimodales au secteur privé

L'Ethiopian Maritime Authority a publié les résultats du second appel d'offres (AO) pour l'octroi de 5 licences logistiques multimodales au secteur privé. Trois entreprises éthiopiennes ont été sélectionnées à l'issue de cet AO lancé en octobre 2023: Panafric Global Plc, Cosmos Multimodal Operation Plc et Tikur Abay Transport Plc (lauréate du précédent AO dont les résultats avaient finalement été annulés en juillet 2023 sur décision de l'autorité maritime éthiopienne). La distribution de ces licences acte l'ouverture du secteur de la logistique éthiopien, jusqu'à présent verrouillé par le monopole de l'entreprise publique Ethiopian Shipping and Logistics. Cette dernière est l'unique détentrice d'une licence multimodale, ce qui lui assure une domination presque totale sur les flux d'importation majeurs du pays. Aux côtés des banques et des télécoms, la logistique est le troisième secteur qui devait prioritairement être ouvert à la concurrence, dans la lignée des réformes lancées par le Premier ministre Abiy Ahmed depuis son arrivée au pouvoir en 2018.

De nouvelles contraintes imposées sur les importations

Le gouvernement éthiopien a récemment pris deux décisions visant à restreindre les importations dans le pays, dans un contexte de pénurie de devises étrangères. Une hausse des taxes a été imposée sur les produits importés, visant spécifiquement les produits disposant de substitutions locales: +10 % pour la farine de blé, et +15 % pour les fournitures de bureau par exemple. A l'inverse, les taxes sur les produits essentiels à l'assemblage local, telles que les pièces détachées ont été réduites. L'objectif de cette double mesure est de rendre les produits domestiques plus compétitifs et de favoriser la production locale pour réduire la dépendance aux importations et protéger les réserves de change. De plus, la Commission des douanes éthiopiennes exige désormais l'approbation de toutes les importations effectuées sous le régime *franco valuta*, à l'exception des matières premières, rallongeant considérablement les délais de dédouanement et de livraison des importations. Outre les retards, cette décision génère une hausse des coûts pour les entreprises en raison des frais de surestarie appliqués aux conteneurs en attente de dédouanement dont la durée de stockage est supérieure à celle prévue par les compagnies maritimes. Cette nouvelle décision, inattendue,

renforce l'incertitude au sein d'un environnement des affaires déjà contraignant en Ethiopie.

Kenya

Rebond des exportations de café en janvier

Les exportations de café kenyan ont presque doublé pour atteindre 2 685 tonnes en janvier, en raison d'une augmentation de la demande suite aux récoltes de qualité provenant de la principale saison de production d'octobre à décembre au Kenya. Cette performance fait suite à une chute des exportations en décembre 2023 à leur plus bas niveau depuis janvier 1999, à 1 478 tonnes. D'après les chiffres du bureau national des statistiques kényan, les revenus d'exportation de café ont augmenté de 72 % depuis décembre 2023, pour atteindre 2,1 Md KES en janvier. Néanmoins, face à un nombre croissant d'agriculteurs abandonnant la production de café pour des activités plus lucratives comme l'immobilier ou la culture d'avocats, le gouvernement a proposé une série de restructurations du secteur et cherche à faire adopter Coffee Bill 2023. L'introduction d'un système de règlement direct visant à réaliser un paiement rapide du produit des ventes de café a notamment été proposée.

L'entreprise chinoise SEPCOIII Electric Power Construction a remporté le contrat de modernisation de la centrale géothermique de KenGen

L'entreprise chinoise SEPCOIII Electric Power Construction a remporté un contrat de plusieurs milliards de shillings pour moderniser la plus ancienne centrale géothermique du Kenya. KenGen, le principal producteur d'électricité du Kenya, a attribué à cette entreprise l'appel d'offres pour la modernisation de la centrale géothermique Olkaria I, d'une capacité de 45 mégawatts (MW), afin de la faire passer à 63 MW, ce qui permettra d'augmenter la production d'électricité de près de 40 %. SEPCOIII sera l'entreprise chargée de l'ingénierie, de l'approvisionnement et de la construction (EPC), tandis que l'entreprise japonaise Toshiba Energy Systems and Solutions Corporation (Toshiba ESS) s'est vu attribuer le contrat de fourniture des turbines à vapeur et des générateurs pour les trois unités de la centrale. La société cotée en bourse à Nairobi n'a toutefois pas révélé la valeur des contrats attribués aux deux entreprises. Le projet devrait s'achever en décembre 2026. Il fait partie des plans plus larges de KenGen visant à augmenter la capacité de ses centrales existantes. Outre la réhabilitation d'Olkaria I, le producteur d'électricité prévoit également de moderniser Olkaria IV et Olkaria I Unit IV et V, ainsi que les centrales hydroélectriques de Gogo.

La banque NCBA obtient un prêt de 50 MUSD de Proparco pour des PME dirigées par des femmes et des financements verts

Le groupe NCBA a obtenu un prêt de 50 MUSD (6,73 Md KES) de Proparco, filiale de l'Agence Française de Développement (AFD) dédiée au secteur privé, pour financer des petites et moyennes entreprises (PME). Proparco a précisé que 60 % de ces fonds iront à au moins 1600 PME et 40 % aux entreprises engagées dans la lutte contre les risques liés au changement climatique s'alignant ainsi sur l'objectif de la NCBA d'étendre ses prêts aux petites entreprises et aux entités dirigées par des femmes. Proparco a injecté 200 MEUR (29,2 Md KES) vers l'économie kenyane entre 2022 et 2023, principalement par l'intermédiaire des banques, dont Equity Bank précédemment. NCBA a obtenu un prêt de 7,8 MEUR (1,14 Md KES) de l'AFD, avec un solde principal de 5,5 MEUR (804 M KES) à la fin du mois de décembre 2022. En

2022, NCBA a remboursé 55 MUSD (7,4 Md KES) de prêts empruntés à l'IFC, réduisant ainsi ses emprunts de 31 % pour atteindre 4,21 Md KES fin décembre 2022.

Madagascar

Un prêt multibailleurs de 40 MUSD attribué à TowerCo of Africa pour renforcer la couverture du réseau téléphonique dans les zones rurales ougandaises

TowerCo of Africa Uganda (ex-Ubuntu Towers Uganda), filiale d'Axian Telecom, pôle télécommunications du premier groupe malgache Axian, a annoncé le 7 mars dernier l'obtention d'un financement de 40 MUSD pour renforcer la couverture téléphonique dans les zones rurales en Ouganda. Ce prêt de 40 MUSD a notamment été financé par la Banque Européenne d'Investissement (BEI, 16 MUSD), la Banque de développement d'Autriche (OeEB, 12 MUSD) et la Société Belge d'Investissement pour les Pays en Développement (BIO, 12 MUSD). Il contribuera principalement à l'installation de 506 nouvelles tours télécom dans les zones rurales où le réseau mobile est encore peu accessible. Les tours télécoms nouvellement construites permettront de créer 2 000 emplois, seront alimentés à l'énergie solaire. Selon Axian la couverture réseau ougandaise devrait être portée de 65 à 95 %.

Location de deux ATR 72-500 supplémentaires par Madagascar Airlines auprès d'ACIA Aero Leasing

A l'issue du Conseil des ministres du 13 mars, le gouvernement a annoncé la location par la compagnie aérienne nationale Madagascar Airlines de deux avions ATR 72-500 au bénéfice de sa filiale Tsaradia (vols intérieurs). Les deux aéronefs seront loués auprès de la compagnie irlandaise ACIA Aero Leasing, renforçant la flotte disponible de six appareils de Tsaradia, dont seulement deux étaient encore opérationnels. Cette décision entre dans le cadre du plan de relance de la compagnie « Phoenix 2030 » qui prévoit le retour de Madagascar Airlines vers la rentabilité financière, à travers notamment un recentrage des activités de la société sur le réseau domestique. Le plan de relance, évalué par la compagnie à près de 100 MUSD, sera notamment financé à hauteur de 20 MUSD par la Banque mondiale, au titre du projet de Pôles intégrés de croissance (PIC).

Maurice

Augmentation du déficit commercial en janvier 2024

Selon *Statistics Mauritius*, le déficit commercial de Maurice a connu une hausse, atteignant 13,9 Md MUR en janvier 2024, contre 11,1 Md MUR à la même période l'année précédente. Cette augmentation du déficit est le résultat d'une baisse de 15,5 % des exportations, atteignant 6,3 Md MUR, principalement en raison d'une forte diminution des ventes de nourriture & d'animaux vivants (-25 %) et d'articles manufacturés divers (-28 %). Parallèlement, les importations ont connu une hausse de 9 %, s'établissant à 20,3 Md MUR, due principalement à une augmentation significative des achats de combustibles minéraux et matériaux associés (51,4 %) et de machines et équipements de transport (18,4 %).

Ouganda

L'UE retire l'Ouganda de sa liste sur le blanchiment d'argent

Suite à ses efforts dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, l'Ouganda a été retiré de la « liste noire » de l'UE. Cette liste, créée en 2016, identifie les pays à haut risque dont le régime de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme présente des lacunes constituant des menaces pour le système financier de l'UE. Cette décision s'inscrit dans la lignée du retrait de l'Ouganda de la « liste grise » du Groupe d'Action Financière (GAFI), en raison de la mise en œuvre de 22 réformes en faveur d'une surveillance accrue des transactions financières. Selon le président de l'Autorité financière ougandaise Alinaffe Kalule, ce résultat « rétablit la position de l'Ouganda sur la scène internationale et ouvre la voie à un regain de confiance des investisseurs et à la croissance économique ».

Le FMI adopte la 5^e revue de programme et décaisse 120 MUSD

Le conseil d'administration du FMI a conclu la cinquième revue de la facilité élargie de crédit (FEC) de l'Ouganda, permettant le décaissement de 90,25 MDTs (environ 120 MUSD). Le FMI anticipe désormais une accélération de la croissance qui s'élèverait à 6 % en 2024 et 2025 et atteindrait 7 % à moyen terme. Selon le FMI, les risques qui pèsent sur les perspectives de croissance se font moins sentir en raison des investissements de l'industrie pétrolière et d'une inflation qui devrait se maintenir en dessous des 5 % ciblés par la Banque centrale à moyen terme. Pour autant, l'institution alerte sur la possibilité d'un resserrement des conditions financières extérieures qui pourrait compromettre la dynamique actuelle. Par ailleurs, l'adoption du projet de loi anti-homosexualité (AHA) pourrait avoir un impact négatif sur les investissements étrangers, les prêts et les subventions, ainsi que sur le tourisme.

L'Ouganda intègre la catégorie des pays à développement humain moyen

Selon le rapport sur le développement humain du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) présenté le 20 mars par le gouvernement, l'Ouganda occupe désormais la 159^{ème} position sur 193 pays au classement de l'indice de développement humain (IDH), avec un score de 0,550. L'Ouganda gagne ainsi 7 places par rapport au précédent classement de 2021 (166^{ème}), lui permettant ainsi d'intégrer la catégorie des pays à développement humain moyen. Pour rappel, l'IDH est une mesure synthétique permettant d'évaluer les performances d'un pays dans trois dimensions fondamentales du développement humain : une vie longue et saine, l'accès au savoir et un niveau de vie décent. Entre 1990 et 2022, l'IDH de l'Ouganda est passé de 0,329 à 0,550, soit une augmentation de 67,2 %. L'espérance de vie à la naissance a augmenté de 17,2 ans et le nombre d'années de scolarisation a augmenté de 5,8 ans.

Rwanda

Prime Energy émet des obligations vertes pour un montant de 9,5 Md Rwf au Rwanda

Prime Energy, un producteur indépendant d'énergie renouvelable au Rwanda, a reçu l'approbation de l'Autorité des marchés financiers pour émettre la toute première obligation verte du pays. L'entreprise souhaite lever 9,5 Md Rwf (7,31 MUSD) grâce à cette obligation d'une durée de sept ans, dont le financement permettra au Rwanda d'accélérer sa capacité hydroélectrique et d'explorer de nouvelles possibilités pour apporter une énergie durable à un plus grand nombre de communautés. Les appels d'offres sont ouverts du 18 mars au 5 avril et l'obligation sera cotée et commencera à être négociée à la Bourse du Rwanda le 26 avril. La transaction a été soutenue par la International Finance Corporation (IFC), la branche du Groupe de la Banque mondiale dédiée au secteur privé, qui a travaillé avec Prime Energy pour structurer l'obligation et identifier les investisseurs potentiels. Cela s'inscrit dans le cadre d'un projet avec IFC plus vaste qui vise à faciliter l'accès à des financements sur le long terme en monnaie locale au Rwanda pour des secteurs clés. Prime Energy exploite quatre centrales hydroélectriques au Rwanda, dans le cadre d'accords de concession de 25 ans avec le gouvernement rwandais et d'accords d'achat d'électricité avec Energy Utility Corporations.

Seychelles

Hausse de 11 % en glissement annuel des arrivées touristiques aux Seychelles en février 2024

Dans le dernier bulletin statistique publié le 7 mars 2024, les arrivées de visiteurs aux Seychelles ont augmenté de 11 % en glissement annuel (ga) en février 2024, passant de 30 285 à 33 692 arrivants. Près de 87,4 % sont des touristes (29 470, en augmentation de 2 %) et 2 % sont de passage pour motifs d'affaires (681). Plus des trois quarts des visiteurs viennent d'Europe (79,6 %), dont 19,5 % de résidents Allemands, devant les Français (12,9 %) et les Russes (12,2 %). Les visiteurs en provenance d'Asie représentent 12,1 % des arrivées, dont 3,5 % proviennent des Emirats Arabes Unis et 1,7 % d'Inde. 4,3 % des visiteurs sont en provenance du continent africain et 3,7 % d'Amérique.

Somalie

L'Égypte envisage d'ouvrir une ligne de vols directs en Le Caire et Mogadiscio

Des représentants de l'Autorité d'Aviation Civile Égyptienne se sont rendus en Somalie afin d'engager des discussions avec le gouvernement somalien, dans un contexte de renforcement des liens entre les deux pays. La sécurité reste un enjeu dans la capitale somalienne, à l'image des attentats réguliers, à l'image de l'attaque d'un hôtel par les Chebabs le 15 mars dernier. D'autres compagnies aériennes internationales desservent déjà Mogadiscio et une délégation de Saudi Airlines s'est récemment rendue sur place pour discuter de la réouverture de la ligne Riadh-Mogadiscio.

Soudan

Grave impact de la guerre sur les secteurs de l'électricité et du pétrole

Lors de déclarations à la presse au 7 mars, le ministre de l'Energie et du Pétrole a signalé une chute de la production pétrolière à 15 000 barils/jour (contre 50 000 barils/jour en 2022). Le Soudan aurait ainsi produit 7 millions de barils en moins depuis le début de la guerre, en plus de 250 000 barils perdus à la suite de la destruction des dépôts de la raffinerie de Khartoum. Le ministre a estimé à plusieurs milliards de dollars le coût de la réparation de la destruction subie par les infrastructures des deux secteurs du pétrole et de l'électricité et a révélé que le secteur d'électricité souffre de sérieuses difficultés, notamment financières. Le système de paiement électronique n'étant plus fonctionnel depuis des mois, le ministère continue à fournir gratuitement l'électricité pour tout le pays malgré un coût de génération fortement élevé. Il a indiqué que la production électrique s'élevait à 2500 MW à présent, sur une capacité installée de 3500 MW, avec un déficit qui pouvait atteindre 600 MW en période de pointe en été. Des efforts seraient en cours en vue de pallier ce déficit en encourageant les investissements privés, grâce à une nouvelle loi sur l'électricité, et via l'augmentation du volume d'électricité importé depuis l'Egypte, de 80 MW à 300 MW. La ligne d'interconnexion avec ce pays assure depuis 2021 l'alimentation de la totalité de l'Etat du Nord. Le Soudan dispose d'une autre ligne d'interconnexion avec l'Ethiopie d'une capacité installée de 200 MW, mais dont la capacité effective varie entre 80 MW à 100 MW.

Soudan du Sud

Révocation du ministre des Finances dans un contexte d'hyperinflation

Le président Salva Kiir a révoqué le ministre des Finances et de la Planification, Bak Barnaba Chol, le 15 mars dernier. Il occupait ce poste depuis juin 2023. L'ancien ministre du Pétrole et ingénieur Daniel Awou Chuong a été désigné pour le remplacer. Dans la foulée, le Président a également limogé deux sous-gouverneurs des Etats de Joglei et Upper Nile. Ces décisions interviennent dans un contexte d'hyperinflation et de dépréciation significative de la livre sud-soudanaise (SSP) qui s'échange actuellement à 1800 pour un dollar, contre 1400 pour un dollar à la mi-février.

Soutien de l'Egypte au secteur de l'eau et de l'assainissement

Le ministre égyptien de l'Eau et de l'Irrigation a annoncé l'achèvement de la construction de cinq des huit stations de traitement des eaux dont les travaux ont débuté en janvier dernier. Situées dans les Etats de Central Equatoria et de Jonglei, ces stations fonctionnant à l'énergie solaire s'ajoutent à 20 autres stations déjà construites par l'Egypte. Cette coopération entre les deux pays vise à améliorer l'accès à l'eau potable au Soudan du Sud et a permis à 100 000 personnes de bénéficier d'un accès durable à une eau propre. L'Egypte intervient également dans des projets de barrages de collecte d'eau de pluie.

Tanzanie

Le port de Mtwara, au sud de la Tanzanie, prend de l'importance

Le volume de marchandises manutentionnées dans le port de Mtwara a dépassé l'objectif de 1 million de tonnes en atteignant à 1,4 millions de tonnes en 2023. Troisième port de Tanzanie, le port de Mtwara a dépassé son objectif annuel grâce à l'amélioration des infrastructures (nouveau poste d'amarrage en eau profonde) et de l'efficacité des manutentions (nouvelle grue). Avant les améliorations, le port ne traitait que 400 000 tonnes de marchandises par an. Une diversité croissante de marchandises, telles que des noix de cajou, du ciment, des denrées alimentaires, des conteneurs ou encore du pétrole et du charbon transite par le port de Mtwara et sont exportées dans la région (Mozambique, Comores, Malawi, Zambie) ainsi qu'en Asie (Inde, Vietnam...). La construction d'un nouveau poste d'amarrage pour le charbon, le ciment et les engrais devrait commencer dans la zone de Kisiwa Mgao à 15km du port, avant juin 2024.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART
quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Béatrice ALPERTE beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Gregory SIDRAC gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Almuiz MOHAMAD almuiz.mohamad@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi
jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr, heloise.tournoux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Nairobi et des SE de l'AEOI

Abonnez-vous : olive.nasibwondikabisa@dgtresor.gouv.fr